



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/49/506  
12 octobre 1994  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quarante-neuvième session  
Points 12, 87, 88, 89, 92, 95,  
97 et 158 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

QUESTIONS DE POLITIQUE MACRO-ÉCONOMIQUE

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

AGENDA POUR LE DÉVELOPPEMENT

DÉVELOPPEMENT SOCIAL, Y COMPRIS LES QUESTIONS RELATIVES À LA  
SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE ET AUX JEUNES, AUX PERSONNES  
ÂGÉES, AUX HANDICAPÉS ET À LA FAMILLE

PROMOTION DE LA FEMME

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA POPULATION  
ET LE DÉVELOPPEMENT

Lettre datée du 11 octobre 1994, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent du Bangladesh auprès  
de l'Organisation des Nations Unies

Au nom du Groupe des pays les moins avancés, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration adoptée par la Réunion ministérielle des pays les moins avancés qui s'est tenue au Siège de l'ONU à New York, le 4 octobre 1994 (voir l'annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 12, 87, 88, 89, 92, 95, 97 et 158 de l'ordre du jour.

Le Représentant permanent

(Signé) Reaz RAHMAN

ANNEXE

Déclaration adoptée à l'issue de la Réunion ministérielle  
des pays les moins avancés, à New York le 4 octobre 1994

Nous, Ministres des pays les moins avancés (PMA), réunis à New York pendant la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale en application de la décision énoncée dans la Déclaration de Dhaka de février 1990,

Rappelant avec satisfaction que 1994 marque le trentième anniversaire du Groupe des 77, dont les PMA font partie intégrante; notant les efforts déployés par le Groupe au cours de ces trois décennies pour garder les questions de développement à l'ordre du jour et défendre les intérêts des pays en développement; sachant gré au Groupe du soutien qu'il apporte aux PMA qui s'efforcent de résoudre leurs problèmes de développement; convaincus que le Groupe des 77 continuera dans les années à venir de soutenir de façon concertée la cause des PMA afin d'atteindre nos objectifs communs,

Rappelant les consultations ministérielles annuelles de 1993 et la Déclaration qui y a été adoptée,

Ayant évalué les progrès accomplis dans l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés et tenant compte des difficultés économiques que connaissent actuellement les PMA, déclarons solennellement ce qui suit :

1. Nous sommes vivement préoccupés par la lenteur de la croissance économique dans les PMA. Nous sommes particulièrement alarmés par le fait que le nombre des personnes qui y vivent dans la pauvreté absolue continue à augmenter. Nos efforts de développement continuent d'être entravés par divers problèmes : lenteur de la croissance économique, stagnation des courants de ressources, modicité des investissements directs étrangers, détérioration des termes de l'échange, diminution des recettes d'exportation, accroissement du fardeau de la dette, taux de chômage élevés et dégradation de l'environnement, etc. La situation est encore aggravée, lorsque les PMA sont victimes de catastrophes naturelles périodiques, sont plongés dans l'instabilité politique et la guerre ou connaissent des problèmes dus à la présence d'une masse de réfugiés et de personnes déplacées. Étant donné l'interdépendance et la mondialisation croissantes de l'économie mondiale, la détérioration de la situation économique des PMA devrait constituer une préoccupation majeure de tous les membres de la communauté internationale.

2. Nous notons avec beaucoup d'inquiétude que les progrès accomplis jusqu'ici dans l'application du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés adopté par la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés qui s'est tenue à Paris du 3 au 14 septembre 1990 sont très limités. Les PMA font tout leur possible pour atteindre les buts et objectifs fixés dans le Programme d'action, mais la communauté internationale n'a pas suivi pour ce qui est d'honorer ses engagements. On n'a guère progressé jusqu'ici dans la réalisation des objectifs de l'aide publique au développement qui avaient été convenus dans le Programme d'action. Nous demandons instamment à nos partenaires de développement de s'acquitter intégralement et d'urgence des

/...

engagements qu'ils ont souscrits dans tous les domaines et, le nombre des PMA s'étant accru ces dernières années, de fournir des ressources nouvelles et additionnelles.

3. Nous notons avec une vive préoccupation que le fardeau de la dette extérieure reste exceptionnellement lourd pour les PMA. À la fin de 1992, l'encours total de leur dette représentait 60 % de leurs PIB combinés. Nous demandons que de nouvelles initiatives spécifiques soient prises pour ramener l'endettement extérieur des PMA à un niveau qui permettrait de relancer leur développement économique et social. À cette fin, il faudrait que toutes les dettes publiques bilatérales soient annulées et que l'encours et le service de la dette qui sont dus aux institutions financières multilatérales et aux créanciers commerciaux soient substantiellement réduits. À cet égard, nous accueillons avec satisfaction les résultats de la Réunion ministérielle du Mouvement des pays non alignés sur la dette et le développement qui s'est tenue à Jakarta en août 1994 et estimons que les recommandations adoptées à cette réunion constituent une excellente base pour le règlement du problème de la dette, notamment des PMA, et contribueraient grandement à l'élaboration d'une stratégie de la dette axée sur le développement et qui porte sur tous les aspects ou problèmes. Nous demandons instamment que les principes proposés dans le rapport de cette réunion soient envisagés favorablement au cours des délibérations sur la crise de la dette qui auront lieu à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

4. Nous notons avec une profonde consternation que les possibilités commerciales des PMA n'ont cessé de s'amenuiser ces dernières années. Nous sommes particulièrement préoccupés d'apprendre que les PMA dans leur ensemble se ressentiront des accords conclus dans le cadre des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Ils y perdront en particulier en ce qui concerne le traitement préférentiel dont bénéficiaient la plupart de leurs produits d'exportation importants sur les principaux marchés, d'où une diminution de leurs parts des marchés d'exportation et de leurs recettes d'exportation. En outre, les PMA qui sont importateurs nets de denrées alimentaires risquent de voir augmenter le coût de leurs importations de ces denrées par suite de la libéralisation du commerce dans le secteur agricole. Pour atténuer les répercussions négatives qu'auront les accords d'Uruguay sur les PMA, un soutien extérieur s'impose d'urgence, notamment sous la forme d'un renforcement substantiel des préférences commerciales ainsi que de mesures de financement compensatoire. Nous considérons les conditionnalités relatives à l'environnement, à la main-d'oeuvre, etc. comme des mesures protectionnistes et demandons instamment à la communauté internationale de ne pas appliquer pareilles mesures ni toutes autres mesures qui risqueraient d'arrêter la production ou de rendre le marché mondial inaccessible aux exportations des PMA. Nous sommes fermement convaincus qu'il faudrait créer une unité des PMA au Secrétariat du GATT/Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de suivre l'application des dispositions spéciales en faveur des PMA que contiennent les accords d'Uruguay. Nous demandons instamment que la création d'une telle unité au GATT/OMC soit envisagée favorablement et en priorité. À cette fin, nous chargeons le Bangladesh, le Bénin et le Soudan de suivre l'application de la présente recommandation selon qu'il conviendra.

5. Nous sommes persuadés qu'un climat international favorable est indispensable pour assurer la croissance et le développement économique durables des PMA. Ces pays font de gros efforts pour éliminer la pauvreté et élever le niveau de vie de leur population, mais ils sont sérieusement handicapés par le manque de ressources et d'autres problèmes. Ils ont été de plus en plus nombreux ces dernières années à entreprendre des réformes socio-économiques radicales et de grande portée. Toutefois, le champ de ces réformes et l'allure à laquelle elles ont été introduites contrastent de façon saisissante avec les maigres résultats obtenus jusqu'ici. En particulier, si l'on est largement parvenu à assurer la stabilité macro-économique à court terme, les réformes semblent n'avoir permis ni d'éliminer les difficultés structurelles auxquelles se heurte l'économie ni améliorer la capacité d'approvisionnement des marchés.

6. Les politiques d'ajustement structurel n'ont pas toujours permis d'atteindre le but recherché : améliorer le bien-être de la population et augmenter la part des bienfaits du développement économique qui revient aux pauvres. Nous demandons aux institutions de Bretton Woods de tenir compte des préoccupations d'ordre social des pays participants lorsqu'elles mettent au point et appliquent leurs programmes d'ajustement structurel en faveur des PMA. Ces politiques devraient être d'application souple et étayées par des ressources suffisantes. Nous estimons que les réformes et les mesures d'ajustement structurel doivent être conçues et appliquées en tenant dûment compte des besoins particuliers des groupes vulnérables de la société.

7. Nous reconnaissons qu'il incombe aux gouvernements de formuler leurs politiques de développement, de fixer leurs priorités, de prendre des mesures de réforme et de les appliquer. Pour produire les résultats escomptés, les mesures de réforme économique devraient répondre aux impératifs et aux priorités du développement des PMA. Elles devraient être élaborées en tenant compte des besoins, du niveau de développement et des caractéristiques structurelles spécifiques de chaque pays.

8. Nous soulignons que le développement des capacités nationales des PMA est un domaine qui devrait recevoir une attention particulière. Nous demandons instamment à nos partenaires de développement de fournir un appui financier et technique à des conditions favorables afin d'aider les PMA à développer leurs capacités nationales de façon à accroître leur capacité d'absorption. Nos économies se heurtent à de graves difficultés à cause de l'insuffisance des infrastructures, qui entrave nos efforts de développement socio-économique d'ensemble. Cela nous empêche aussi d'attirer les investissements étrangers directs et de diversifier nos économies. Nous demandons donc instamment à la communauté internationale d'aider les PMA à développer leur infrastructure pour les aider à sortir de la stagnation et du déclin économique auxquels ils sont actuellement en proie.

9. L'examen global à mi-parcours revêt une importance particulière pour les PMA puisqu'il vise essentiellement à énoncer des politiques et mesures nouvelles et correctives, notamment à renforcer substantiellement l'appui extérieur aux PMA dans tous les domaines, de façon que le Programme d'action soit appliqué intégralement et en temps voulu durant le reste de la décennie. Nous soulignons donc la nécessité de préparer convenablement et à fond cet examen.

10. Nous nous félicitons que l'Assemblée générale ait décidé, dans sa résolution 48/171 du 21 décembre 1993, de convoquer une réunion intergouvernementale de haut niveau pour procéder à un examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés. Nous soulignons que la participation à cette réunion devrait être au niveau ministériel. Nous chargeons le Président de la Réunion ministérielle des PMA (Bangladesh) de faire une démarche plus large auprès de nos partenaires de développement afin qu'ils envoient à la réunion intergouvernementale de haut niveau des délégations au niveau ministériel, afin d'en garantir l'heureuse issue, de même que l'application intégrale et en temps voulu du Programme d'action.

11. Nous saluons la décision adoptée à la session de printemps du Conseil du commerce et du développement concernant les préparatifs de la réunion d'examen global à mi-parcours et demandons au Secrétaire général de n'épargner aucun effort pour recueillir des fonds extrabudgétaires suffisants pour assurer la participation pleine et effective des PMA aux réunions préparatoires de la réunion d'examen.

12. Nous prenons note des mesures que prend le secrétariat de la CNUCED pour préparer l'examen global à mi-parcours, y compris les réunions sectorielles et de groupes d'experts qui sont envisagées. Nous demandons instamment à tous les donateurs et à tous les organismes des Nations Unies compétents, en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de fournir l'appui nécessaire à ces activités. Le secrétariat de la CNUCED devrait être doté des ressources et de la capacité voulues pour entreprendre l'ensemble des préparatifs de l'examen global à mi-parcours, assurer dûment le suivi de ses résultats, s'acquitter plus complètement de ses tâches au niveau des pays et donner suite aux conclusions intéressant les PMA adoptées par les grandes conférences des Nations Unies.

13. Les problèmes auxquels se heurtent les PMA dans le domaine de l'environnement et leurs faiblesses dans ce domaine méritent une attention particulière de la communauté internationale. Une priorité spéciale a été conférée à la situation et aux besoins des PMA dans le programme Action 21, qui doit devenir opérationnel sans plus attendre. Nous demandons instamment aux partenaires de développement de fournir aux PMA des ressources additionnelles, qu'il s'agisse de financement à des conditions favorables ou de l'accès à des écotecnologies, afin qu'ils soient mieux à même de préserver l'environnement. Beaucoup de PMA devant faire face aux graves conséquences de la désertification et de la sécheresse, nous nous félicitons que la Convention internationale sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse ou par la désertification, en particulier en Afrique, ait été adoptée à Paris en juin 1994 par le Comité de négociation intergouvernemental. Il faut s'intéresser en priorité à des activités en faveur des PMA qui sont menacés de désertification. Nous demandons à tous les pays de signer la Convention et de la ratifier afin qu'elle puisse entrer en vigueur dès que possible.

14. Nulle part dans le monde les conditions sociales ne sont plus désespérées et ne méritent l'attention avec plus d'urgence que dans les PMA. Dans un nombre croissant de ces pays, la diminution constante du revenu réel par habitant, l'aggravation de la misère et du dénuement menacent la stabilité sociale. Le

Sommet mondial sur le développement social qui aura lieu prochainement offre à la communauté internationale un cadre important pour axer son attention sur les préoccupations d'ordre social et de développement des PMA, en particulier la pleine intégration des femmes au développement. Nous demandons à la communauté internationale d'accorder une large place aux problèmes de développement socio-économique auxquels se heurtent les PMA et d'en tenir dûment compte dans les activités et les résultats du Sommet.

15. Nous réitérons notre anxiété devant les tendances démographiques actuelles dans les PMA. L'accroissement rapide de la population a des incidences graves et de grande portée sur leur croissance économique et leur bien-être social. De surcroît, la croissance démographique a des corrélations importantes avec l'emploi, la pauvreté et l'environnement. Dans ce contexte, nous demandons à la communauté internationale de s'acquitter intégralement des engagements qu'elle a pris à la Conférence internationale sur la population et le développement de contribuer aux activités des PMA en matière de population et de développement.

16. La situation des femmes dans les PMA et la nécessité de les intégrer davantage au processus de développement méritent de retenir d'urgence l'attention de la communauté internationale. On notera que le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés indique déjà dans leurs grandes lignes les mesures à prendre pour mobiliser les femmes en tant qu'agents et bénéficiaires du développement. Nous tenons à souligner que la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui se tiendra à Beijing en 1995, devrait accorder une importance particulière aux problèmes et aux possibilités d'action permettant d'accroître le rôle des femmes dans le développement des PMA et d'assurer à ces dernières une meilleure qualité de vie. Nous apprécions les efforts que déploie le secrétariat de la CNUCED pour préparer une réunion de groupe d'experts sur la participation des femmes au développement dans les PMA et nous espérons que cette réunion apportera une contribution importante à l'examen global à mi-parcours ainsi qu'à la Conférence de Beijing. Nous espérons que la question de l'émancipation des femmes sera examinée en priorité lors du Sommet qui se tiendra prochainement.

17. Nous accueillons avec satisfaction l'initiative opportune d'un agenda pour le développement. Celui-ci offre une occasion historique de s'attaquer à tous les aspects des causes fondamentales de la pauvreté et du sous-développement des pays en développement. Nous estimons qu'il faudrait, dans l'agenda pour le développement, faire une large place à la situation économique critique et aux besoins particuliers des PMA. Nous demandons instamment au Secrétaire général d'exposer dans leurs grandes lignes des mesures concrètes pour le développement socio-économique des PMA dans les recommandations finales concernant l'agenda pour le développement qu'il doit présenter à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session. Nous ne doutons pas que la version révisée du rapport du Secrétaire général sur un agenda pour le développement tiendra dûment compte des vues exprimées dans la Déclaration ministérielle du Groupe des 77 sur un agenda pour le développement, la récapitulation des auditions mondiales sur le développement présentée par le Président de l'Assemblée générale et le résumé du débat de haut niveau présenté par le Président du Conseil économique et social.

18. Nous demandons à la communauté internationale, dans un véritable esprit de partenariat et de coopération, de renouveler son engagement de mobiliser des ressources nouvelles et additionnelles pour le développement socio-économique d'ensemble des PMA.

-----